

Entretien direction régionale 18 août 2015 : **Le point sur les restructurations 2016**

Nous avons rencontré, à notre demande, M. RIQUER au sujet des projets de restructuration dans le Rhône. Nous avons réaffirmé notre opposition aux fermetures, aux reculs du service public. (Formalisée par de nombreux contacts avec les élus, pétitions auprès des usagers et des collègues etc... Le directeur se refuse à reconnaître avoir validé les décisions de son prédécesseur (Cf CR réunion du 8 avril). C'est pourtant, dans l'ensemble, ce qui ressort de nos échanges. En détail :

Fermetures de trésoreries (Ecully, Lamure, Bois d'Oingt): Il maintient le cap malgré les oppositions, en les relativisant. Nous allons rapidement reprendre l'attache des élus les plus concernés et les plus influents pour nous assurer leur opposition à ces projets. Plus largement, c'est d'ici fin 2018, théoriquement, une démolition en règle du réseau qui est en marche. Nous ne resterons pas spectateurs.

Trésorerie de Vaulx en Velin : l'hypothèse de sa suppression et de la création fumeuse d'une « antenne » semble écartée. Ici, les pressions sur les élus (y compris d'opposition) puis des élus sur la DRFiP ont porté leurs fruits. On s'orienterait vers la création d'un SIP sur place. A suivre attentivement tant ce choix pourrait-être lourd de conséquences pour les agents concernés (à Bron).

Fusions presque/île/Lyon5 (SIP/SIE) : Le directeur se refuse à donner des informations sur des fusions qui auront lieu au 1^{er} janvier 2016 ! Il est trop tôt... Et demain, il sera trop tard pour évoquer les modalités, le projet sera « ficelé ». Nous avons, *a minima*, demandé le report en 2017. Refusé également. Une belle illustration de la réalité du « dialogue social ». Il a seulement concédé la déconnexion de la date d'effet juridique celle de la mise en place réelle qui interviendra plus tard.

Services de Publicité Foncière : Ce sont ici les difficultés techniques qui semblent enliser les projets de deux fusions de services (4/2 et 5/1). Comme certains collègues l'avaient prévu, la fusion des bases Fidji est très problématique. Prévue en 2016, elle est reportée. Nous avons signifié à M. Riquer l'opposition des agents qui, comme ailleurs, savent parfaitement que la finalité de la démarche est de justifier les suppressions d'emplois des années à venir.

Mission Foncière : Fusions-restructurations repoussées. La Direction générale s'interroge, la direction régionale est « sur la réserve ». « On ne peut pas s'engager sans savoir dans quelles conditions cela peut se faire ». Le grand « regroupement » annoncé le 8 avril a du plomb dans l'aile.

Les **PCRP** (contrôle patrimonial) seront, à priori, créés le 01/09/2016. Aucune réponse n'a à nouveau été apportée à nos demandes concernant le nombre de PCRP et leur implantation géographique.

En résumé, certaines menaces semblent s'éloigner, d'autres être repoussées dans le temps. Pour autant, le cap reste bien le même, réduire drastiquement le nombre de postes et de services. Et les avancées, lorsqu'il y en a, sont dues au rapport de force ou au constat technique que les projets envisagés ne sont pas viables, pas réalistes.

Les inquiétudes évoquées ci dessus sont renforcées par le cap national donné : la retenue à la source, une calamité pour la DGFIP (10 000 emplois supprimés d'après des proches du pouvoir) et maintenant, entre autres, la loi NOTRÉ qui prévoit (art. 108) la dématérialisation totale (signature) et quasi générale pour janvier 2019. Autrement dit, le secteur public local après l'impôt, le cœur de nos missions est menacé.